

# HAÏTI

nouvelles  
images d'

## EDITORIAL

décembre 2006 - n°51

En juillet dernier, plusieurs personnalités politiques françaises lançaient un appel à tous les maires de France, et aux présidents des collectivités territoriales, dans le cadre de la Société des Amis de la République d'Haïti (SARH). L'objectif en est de mobiliser un plus grand nombre de collectivités locales françaises pour établir des coopérations avec des collectivités haïtiennes.

Membre de la Société des Amis de la République d'Haïti, le Collectif Haïti de France pense, au lendemain des élections locales du 3 décembre, que cet appel doit être largement connu et diffusé. Voilà pourquoi nous le partageons avec vous dans ce numéro de Nouvelles Images d'Haïti.

Et nous vous proposons d'aller plus loin qu'une simple lecture et de le relayer au maximum autour de vous, auprès de votre commune, auprès de celles où sont domiciliées les associations dont vous faites éventuellement partie, etc. Cela, afin d'encourager le développement de coopérations décentralisées avec Haïti, qui prendront appui sur des partenariats déjà actifs, déjà efficaces.

## Adresse à tous les maires de France et aux présidents des collectivités territoriales,

par la Société des Amis de la République d'Haïti (SARH).

*Cet appel a été diffusé par la Société des Amis de la République d'Haïti, en juillet 2006, à Nantes. La SARH est constituée de trois collèges : les collectivités locales, les individus et les associations. Le Collectif Haïti de France fait partie du collège des associations et occupe à ce titre une des deux vice-présidences de la SARH. N'hésitez pas à nous contacter pour en savoir plus.*

A l'heure où HAÏTI renoue avec la démocratie en élisant son Président René Préval, Nous, les maires des communes, et présidents d'exécutifs locaux, signataires de cette interpellation publique, de toutes tendances politiques et de tout le territoire national, appelons à une **mobilisation générale des communes et des collectivités locales françaises pour qu'elles apportent une aide décisive à la population** d'un pays dont nous partageons l'histoire, la langue et les valeurs républicaines, mais qui demeure dans la plus sombre infortune depuis des décennies.

HAÏTI, notre ancienne colonie de Saint-Domingue, est à l'origine de l'abolition de l'esclavage par la Convention le 4 février 1794. Après avoir obtenu cette libération et son indépendance au prix d'énormes sacrifices, elle avait ensuite trouvé un certain équilibre. Mais depuis un demi-siècle, elle s'effondre dans l'enfer de la dictature, de l'appauvrissement et de l'anarchie. Elle ne parviendra pas à sortir du gouffre sans l'aide internationale.

Avec l'espoir du rétablissement de l'ordre démocratique, des moyens économiques importants sont promis à Haïti par les bailleurs de fonds internationaux. Cette aide impersonnelle, aussi conséquente soit elle, ne suffira pas. Il est nécessaire pour

assurer sur place le regain républicain et sa consolidation de **reconstituer, et souvent d'installer les institutions locales crédibles**, qui permettront de structurer durablement la vie collective.

Reconstruire la démocratie en HAÏTI, ce n'est pas seulement y organiser des élections nationales, c'est nécessairement aussi **retisser le réseau des communes et des collectivités locales**. Les années de désordre et de dictature ont ruiné la culture du vivre ensemble démocratique, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines.

Il est pourtant nécessaire que les **équipes municipales**, qui vont demain être élues dans tout le pays, soient en **mesure de gérer efficacement leur territoire**. Il faut réussir cette transition démocratique à la base, seul gage pour la population de la pérennité du redressement politique et économique.

Nous sommes certains que vous partagerez notre conviction, et que, dans la mesure de leurs possibilités, **les communes de France les plus sensibles aux valeurs de la solidarité et de la fraternité sauront se mobiliser** et s'engager dans une puissante action de coopération décentralisée avec leurs homologues haïtiennes. Il en ira de même des autres collectivités territoriales à leur niveau.

Cette coopération peut prendre diverses formes.

- Il peut s'agir de **jumelages coopération**, comme il en existe déjà quelques-uns (par exemple : Strasbourg /Jacmel ; Suresnes / Cap Haïtien ; Les Pays de Savoie / Dessalines ; Nantes / Pétion-Ville et Desdunes ; Schoelcher / Pétion-Ville ; Communauté d'agglomération de La Rochelle / Jérémie etc.).

- La tâche immédiate à accomplir est si importante que **plusieurs villes ou collectivités** peuvent s'épauler au soutien d'une même commune haïtienne.

- Cette mobilisation peut être **ponctuelle ou s'inscrire dans la durée** mais elle se doit d'aboutir à des actions concrètes et coordonnées, pouvant rapidement être mises en place dans tous les domaines : administration des collectivités, formation des élus, organisation des finances publiques, état-civil mais aussi éducation, formation professionnelle, agriculture, développement rural, développement urbain, eau potable, irrigation, électricité, gestion des déchets, assainissement, équipements routiers, voies de communication, santé, environnement, développement économique et artisanal, micro-crédit, culture, services de proximité...

- Il est possible, pour des raisons budgétaires bien légitimes, de programmer l'engagement des communes à une certaine **échéance** tout en le préparant immédiatement.

- Les villes qui s'engageront pourront solliciter les différents **réseaux internationaux** comme l'Association Internationale des Maires Francophones, Cités Unies, etc.

- Il faut également savoir que des **financements sont disponibles**, tant pour les collectivités que pour les ONG, auprès de différents bailleurs de fonds (Ministères, Union européenne, Fondations...). Régulièrement des appels à projets sont lancés.

- Les communes qui s'impliqueront conserveront la **totale maîtrise de leur engagement** : à chacun selon ses possibilités, sa taille, son identité rurale ou urbaine ; les villes et villages haïtiens ont besoin de tout le monde.

- Il peut s'agir de **coopération technique** entre services, de **contribution** à des audits, **d'accueil de stagiaires, élus ou fonctionnaires**, de **participation à des missions**...

**Très important : les communes peuvent également s'appuyer sur les associations et organisations non gouvernementales, notamment celles de leur ressort géographique qui sont déjà présentes en Haïti.**

Du côté d'HAÏTI, l'**Ambassadeur d'HAÏTI en France, Monsieur Lionel C. Etienne**, nous apporte son appui et soutient notre démarche. Il a permis de prendre attache avec les ministres haïtiens compétents qui sont prêts à impliquer les services gouvernementaux pour la mobilisation symétrique des communes haïtiennes, avant et après les élections municipales à venir. Nous savons pouvoir compter également sur l'**Ambassade de France en HAÏTI et ses services**.

Il est important que nous, collectivités territoriales françaises, soyons présentes pour apporter notre soutien au fonctionnement et à la réussite des communes haïtiennes. Pour la **bonne organisation et l'accompagnement de cette coopération**, qui se veut très volontariste et exemplaire, a été créée la **Société des Amis de la République Haïtienne**, (SARH), qui regroupe non seulement des **collectivités locales**, mais également deux autres collèges venant les conforter : un

collège des amis **individuels** d'HAÏTI et un collège des **associations et des ONG** engagées sur le territoire haïtien.

L'écrivain **Régis Debray**, auteur du Rapport sur les relations franco-haïtiennes commandé par le Ministre des Affaires Etrangères, Dominique De Villepin, a accepté la Présidence de la Société des Amis de la République Haïtienne. Le secrétariat de cette Société a été confié provisoirement à l'association nantaise des **Anneaux de la Mémoire** pour préparer la concertation à venir de tous ceux qui sont prêts à oeuvrer ensemble, non seulement pour venir en aide à HAÏTI dans ses difficultés actuelles, mais surtout pour rapprocher les deux Républiques soeurs qui ont été réunies, lors de leur fondation, par un même idéal de Liberté.

Cette coopération **ne jouera pas à sens unique. HAÏTI a déjà beaucoup apporté à la France** : l'abolition de l'esclavage, le choix du français comme l'une des langues officielles de l'ONU et de l'Organisation des Etats Américains, des écrivains talentueux, des artistes et créateurs originaux.

**Dans notre quête d'universalisme, en aidant HAÏTI, nous nous aiderons nous-mêmes** à sortir du champ clos des problèmes hexagonaux et européens. HAÏTI, seul Etat francophone du continent américain constitue un point d'ancrage précieux pour la langue et la culture que nous partageons. C'est aussi une référence pour l'Afrique, toujours attentive au destin de la première République Noire.

Chers collègues, nous espérons que vous serez sensibles à notre appel et que **vous saurez manifester votre engagement envers le peuple haïtien**. Il vous appartient de contacter le secrétariat de la Société des Amis de la République Haïtienne (adresses mail et postale ci-après) qui vous donnera de plus amples informations et organisera avec vous la suite de cette mobilisation.

A HAÏTI, Salut, Respect et Solidarité  
Septembre 2006

Jean-Marc AYRAULT, Député-Maire de Nantes  
Ségolène ROYAL, Présidente du Conseil Régional de Poitou-Charentes

Jean-Paul HUCHON, Président du Conseil Régional d'Ile de France

Charles JOSSELIN, Président de Cités-Unies France

Alfred ALMONT, Député-Maire de Schoelcher

Maxime BONO, Député-Maire de La Rochelle

Jean-Pierre VIAL, Président de l'Assemblée des Pays de Savoie

Christian DUPUY, Maire de Suresnes

Jacques AUXIETTE, Président du Conseil Régional des Pays de la Loire

Jean-Marie BOCKEL, Sénateur-Maire de Mulhouse

Jean-Yves LE DRIAN, Président du Conseil Régional de Bretagne

Patrick MARESCHAL, Président du Conseil Général de la Loire-Atlantique

Société des Amis de la République Haïtienne

Secrétariat provisoire : Les Anneaux de la Mémoire - 18, rue Scribe - 44000 NANTES - Tél. : 02 40 69 68 52 - Fax : 02 40 69 89 81

E-mail : anneaux.memoire@wanadoo.fr

Site : www.sar-haiti.com

- ✓ 16 déc, Billom (63) : **Noël des Timouns**, organisé par Aide aux enfants d'Haïti. Salle du moulin de l'Etang, 15h. Animation, diaporama, concert : Idy Oulo et Bob Bovano. Contact : 06.71.20.38.65 - <http://www.fondation-aide-aux-enfants-haiti.org/>
- ✓ 16 déc, Paris : Projection de « **Un certain bord de Mer** », suivi d'un débat et d'un repas. Maison d'Haïti. 16 rue Bisson. Paris 20. 15 euros. Contact : 06 78 92 21 40 ou 01 44 62 92 87.
- ✓ 16 déc, Alençon (61) : Le Gafe-section France sera au **marché de Noël**. Place Masson. Artisanat. Café haïtien. Contact : 02.33.32.18.32 - [www.gafe-haiti.org](http://www.gafe-haiti.org)
- ✓ 18 et 19 déc, Paris : **Forum National des Acteurs de Codéveloppement**. CCI, 5 av des Portugais. Paris 16. Inscription obligatoire : [marie-laure.petrot@diplomatie.gouv.fr](mailto:marie-laure.petrot@diplomatie.gouv.fr)
- ✓ 13 janvier, Alençon (61) : **Assemblée Générale** de la section France du GAFE. Espace Pyramide. Contact : cf. ci-dessus.
- ✓ 17 janvier, Paris : « **Haïti, un peuple d'arbres debout** », documentaire de Richard Nicol. 19h, Ecole élémentaire de l'Évangile. 33 rue de l'évangile. Paris 18. Contact : Pascale Deruelle 01 46 07 76 61. Résa impérative : [richard.nicol@sympatico.ca](mailto:richard.nicol@sympatico.ca)

(Pour l'actualité d'Haïti en France, nous soumettre des dates, rendez-vous sur [www.collectifhaiti.fr](http://www.collectifhaiti.fr), rubrique Agenda)

## L'ACTUALITE DU MOIS

### ACTUALITÉ POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les élections locales du 3 décembre, où 29 000 candidats étaient en liste pour 1 420 postes, ont connu une faible participation (moins de 15 %), due à l'imperfection des listes électorales, et à de nombreux actes de violences. Le responsable de la police civile de l'ONU en Haïti avait d'ailleurs identifié à l'avance plus de 150 lieux « chauds », où des incidents risquaient de se produire en raison d'enjeux locaux.

Des inondations ont été provoquées par des pluies torrentielles à la mi-novembre dans plusieurs villes du Nord Ouest et de la Grande Anse.

La plate forme nationale des organisations paysannes Haïtiennes (PLANOPA) a tenu sa 3<sup>ème</sup> AG à Papaye en novembre. 160 délégués de 9 des 10 départements étaient présents. La Planopa entend réaliser un inventaire des terres possédées par l'Etat, développer une agriculture biologique, encourager l'élevage, faciliter la formation à la gestion des micros entreprises et des coopératives.

Une première journée nationale contre la pratique de la domesticité infantile a été célébrée le 17 novembre. Les enfants « restavecs » sont estimés à 300 000 dont 75 % de filles et 70 % de moins de 15 ans. Lors d'une table ronde, les organisations de promotion des droits de l'enfant ont eu le souci de « conscientiser la population haïtienne sur ce système déshumanisant ».

La privatisation partielle, entendue comme processus de modernisation, va être poursuivie dans les entreprises publiques telle la Téléco, l'Électricité d'Haïti et l'Aéroport International de Port au Prince, a déclaré le 1<sup>er</sup> Ministre.

### VIOLENCES, POLICE ET MINUSTHA

Des manifestations d'ordre divers ont eu lieu ce mois-ci, le plus souvent contre la Minustha et pour le retour d'Aristide, notamment et violemment début novembre, à Cité Soleil. Des manifestations étudiantes hostiles à la Minustha se sont déroulées. Ont eu lieu aussi des manifestation lycéennes : au lycée Louverture de Port au Prince, contre la Minustha ; à Jacmel en raison du fonctionnement très irrégulier du lycée (les enseignants mal ou non payés sont en grève).

Des violences armées se sont déroulées à Cité Soleil, à Martissant et à Fontamara où des gangs armés revendiquent des actes de violences dans le cadre de l'opération « Bagdad 2 », dans le but de semer la panique et d'exiger la réintégration des militants lavalassiens dans les entreprises publiques. Ces violences ont donné lieu à des interventions de la Minustha et à des arrestations par la police, dont certains déplorent parfois la lenteur.

Les kidnappings n'ont pas cessé. Certains se sont transformés en meurtres, commis y compris sur des enfants de 17 et 6 ans ; cependant que le chef de la Minustha juge que ces kidnappings sont en baisse.

Le chef de gouvernement haïtien, notant que les Haïtiens n'avaient pas fait tout ce qu'il fallait pour éviter d'en arriver là, a appelé (lors de l'anniversaire de la bataille de Vertières) à la concorde en vue d'aboutir au départ des soldats étrangers dans les meilleurs délais. Cependant que le chef de la Minustha observe que la grande majorité de la population haïtienne n'est pas opposée à la présence de la force de l'ONU, et que sa porte parole affirme que cette force n'est pas près de quitter Haïti.

### RELATIONS INTERNATIONALES

L'Europe « vient de faire d'Haïti un pays pilote sur le plan du développement ». La commission européenne compte allouer 233 millions d'euros dans les 5 prochaines années dans le cadre de la 10<sup>ème</sup> programmation des Fonds Européens de Développement (FED), surtout pour les infrastructures.

Les bailleurs de fonds d'Haïti se sont réunis à Madrid le 30 novembre. Cette réunion s'inscrit dans la suite de celle de Port au Prince en juillet, pour en préciser les engagements réciproques. Le 1<sup>er</sup> ministre engage son gouvernement à une lutte draconienne contre la corruption et à continuer le programme de modernisation publique ; il demande aux bailleurs plus d'indépendance dans la gestion des fonds.

Le Fonds Monétaire Internationale et la Banque Mondiale ont annoncé le 22 novembre qu'Haïti va pouvoir commencer à effacer une partie de sa dette, sous conditions.

Un nouvel accord haïtieno-cubain a été signé pour 2006-2007 dans de nombreux domaines. Actuellement, des centaines de coopérants travaillent en Haïti et plus de 800 étudiants haïtiens suivent des études à Cuba.

Une rencontre entre la Minustha et le Président dominicain a eu lieu pour analyser la situation sécuritaire à la frontière haïtieno-dominicaine. Les autorités dominicaine et haïtienne ont lancé une opération conjointe de contrôle de cette frontière face notamment au trafic illicite de stupéfiants. Le mouvement des femmes Dominicano Haïtiennes a lancé, avec d'autres, la 13<sup>ème</sup> campagne pour le « respect des droit à un nom et à la nationalité dominicaine des dominicaines et dominicaines d'ascendance haïtienne. ».

**Objectif :** Promouvoir la culture haïtienne et ses acteurs en France et leur permettre d'être leviers du développement durable en Haïti.

**Projets réalisés ou en cours :**

**En France :**

- Actions de sensibilisation et concerts, milieu scolaire ou autre (Gary Victor, Bob Bovano, Ernst Jean-Pierre, Robert Philomé, Natacha Jeune Saintil, Michel Chancy, Pedro Ruquoy)
- Exposition "Haïti, 500 ans d'histoire", Décembre 2004
- 1<sup>er</sup> Festival des Arts Haïtiens de Rennes du 12 au 20 Janvier 2006 (Littérature, Poésie, Conte, Musique, Cinéma, Vaudou, Peinture, Sculpture) et festival "Résister" de Douarnenez

**En Haïti :**

- Soutien logistique à l'école Etzer Vilaire de Fond des Blancs, salaire des enseignants, chantier de réhabilitation et d'animation de 4 étudiantes rennaises, été 2005
- Investissement solidaire avec Veterimed.

**A venir :**

- Développement d'un réseau de parrainage des enseignants ; recherche de financements auprès des collectivités territoriales pour l'école Etzer Vilaire (latrines, infirmerie, réserve pour la cantine scolaire, alimentation en eau)
- Soutien à la création artistique en France
- 2<sup>ème</sup> Festival des Arts Haïtiens de Rennes, janvier 2008

L'association accueille et soutient des étudiants haïtiens présents à Rennes ; elle travaille en partenariat avec « Enfants Avenir du Monde », « Aide aux Enfants d'Haïti », « Collectif 35 des Amis d'Haïti ».

**Avis de recherche : Associations partenaires pour accueillir et produire, hors département 35, les artistes invités au Festival 2008.**

**Coordonnées :** 16 rue Xavier de Langlais - 35700 Rennes  
02 99 63 75 42 - 06 87 17 35 82 -  
haiticouleurschaleur@yahoo.fr  
didiermoreau5@yahoo.fr (président)

## A LIRE, A VOIR, A ECOUTER

✓ **NENCO.** Un jeu du GAFE pour les acteurs du développement local.

En ouverture d'une séquence de formation au développement local par exemple, Nenco vise l'assimilation de deux éléments : appréhender les enjeux et les stratégies d'actions des uns et des autres et donc saisir la nécessité de négocier, s'associer et planifier le projet de territoire, et prendre conscience de la notion de territoire.

Public visé : les futurs acteurs du développement local - Elus - Représentants des services de l'état - Représentants de la société civile - Organisations Non Gouvernementales - Etudiants - Paysans.

Moteurs principaux du jeu : La négociation (chaque joueur dispose de ressources et d'objectifs spécifiques, mais ne peut les atteindre qu'en obtenant l'aide et la collaboration d'autres joueurs), l'anticipation (les joueurs réalisent des projets mais ils doivent anticiper afin de les réaliser au moment opportun et dans une succession efficace). <http://www.gafe-haiti.org> - [contact@gafe-haiti.org](mailto:contact@gafe-haiti.org)

## LE COLLECTIF HAITI DE FRANCE

### HAÏTI / REPUBLIQUE DOMINICAINE

Le Collectif Haïti de France est partenaire de l'opération « **Esclaves au paradis** », qui se déroulera en mai 2007. Au programme expo photos, livre, films et table ronde sur la situation des travailleurs de la canne à sucre en République Dominicaine. Le Collectif Haïti participe à l'organisation de la table ronde et à sa déclinaison en région.

D'autre part, un groupe de travail s'est réuni trois fois depuis septembre pour élaborer ce qui sera notre travail d'information sur la question en 2007. Et, mi novembre, à l'occasion de la venue du président dominicain (finalement annulée), le Collectif Haïti de France a proposé d'envoyer un courrier à l'Ambassade de RD en France, pour demander l'application de la sentence de la Cour Inter Américaine des Droits de l'Homme, qui exige de l'Etat dominicain qu'il régularise plusieurs milliers de descendants d'Haïtiens en RD, de deuxième ou troisième génération.

### CONSEIL D'ADMINISTRATION COLLECTIF HAITI DE FRANCE

A son dernier CA, le 14 novembre, le Collectif Haïti de France a validé la poursuite de la campagne « Solidaires des élèves Haïtiens » dont vous recevrez des nouvelles bientôt.

### REUNION DETTE

Le Conseil d'Administration a souhaité mettre à jour ses connaissances sur la dette haïtienne, alors qu'Haïti est entré dans la liste des Pays Pauvres Très Endettés. Claude Quemar du CADTM-France et Jean Merckaert de la Plate-Forme Dette et Développement viendront nous informer sur la question, le **mardi 9 janvier, à 18h30**, au CICIP - 21 ter rue Voltaire - Paris 11. Vous êtes bienvenu mais le nombre de places étant limité, merci de **confirmer votre venue** avant le 3 janvier (01 43 48 31 78 ou [contact@collectif-haiti.fr](mailto:contact@collectif-haiti.fr))

**Le Collectif Haïti de France vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année !**

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél : 01 43 48 31 78 - Inforépondeur : 01 43 48 20 81  
[contact@collectif-haiti.fr](mailto:contact@collectif-haiti.fr) / [www.collectif-haiti.fr](http://www.collectif-haiti.fr)